

259, rue de Créqui  
69422 Lyon cedex 03  
tél : 04.72.84.78.10  
fax : 04.72.84.78.19

e-mail : [secretariat@uriopss-ra.asso.fr](mailto:secretariat@uriopss-ra.asso.fr)

<http://www.uriopss-ra.asso.fr>

# Rapport de gestion

## 2004

### Assemblée Générale

### URIOPSS Rhône-Alpes

Le 22 juin 2005

A l'Hôpital Saint Jean de Dieu (Lyon)

# Rapport moral

## Mot du Président

L'année 2004 a été marquée par une forte volonté de repositionner les axes politiques et techniques de l'Uriopss Rhône-Alpes, ce qui a engendré une forte activité tant sur le plan régional, que national.

- La restructuration de nos délégations départementales est déjà active sur le Rhône, l'Isère, la Loire et la Drome.
- La commission régionale santé mise en place fin 2003 et qui réunit des adhérents volontaires et représentatifs du secteur de la santé est animée par un administrateur (Christian Anastasy) et un conseiller technique (Thierry Vernaud) de l'Uriopss.

Cette commission, qui s'est réunie 4 fois en 2004, a développé une action positive et reconnue au niveau régional par une réflexion sur l'élaboration du SROSS 3, la politique de santé publique....

- La réflexion sur la mise en place expérimentale avec d'autres Uriopss, d'un centre de ressources pour accompagner les structures affaiblies est amorcée.

Un engagement très fort du Président auprès de la Région :

- Par son action régulière au sein du CESR (Commission Formation, Santé et Aménagement du Territoire) pour un temps consacré équivalent de 25 journées.
- Par sa présence au sein de la Région pour l'équivalent de 10 journées à travers :
  - La COREVA (CONFérence RÉgionale de la Vie Associative) mise en place par le Conseil Régional ;
  - Le comité technique chargé d'étudier les demandes des associations pour des emplois « tremplins » ;
  - Le groupe de travail « Economie Sociale et Solidaire » qui permet à la Région de développer une politique de soutien aux entreprises en difficulté, reprise ou en création.

Une action continue au sein de la CPCA (Conférence Permanente des Coordinations Associative) et de la CRESS (Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire).

Mais le travail le plus fondateur, le plus stratégique et porteur d'avenir, est la participation, au sein de l'Uriopss, au chantier stratégique lancé en mars 2002 et qui a abouti le 15 décembre 2004 à la signature à la quasi unanimité, par les Uriopss et adhérents nationaux, de la **Motion de l'Union**.

Celle-ci donne le « pourquoi » et le « comment » des grandes orientations que l'Union et notre Uriopss doivent impérativement mettre en place pour s'adapter et devancer l'évolution historique profonde et rapide de notre environnement régional, national, européen, afin de pouvoir :

- Maintenir et développer l'efficacité de notre mission auprès des personnes en situation de fragilité ;
- Etre en situation d'avant-garde pour défendre la primauté de la personne, la non lucrativité, la solidarité, la dynamisation du tissu social ;
- Proposer au niveau national et européen, un modèle social, économique et politique, à haute portée démocratique, qui s'appuie sur les valeurs associatives, mettant en avant le primat de la solidarité et de l'intérêt général ;
- Avoir la capacité à peser efficacement dans les débats sociaux et politiques.

Cela nous oblige à consolider notre organisation collective, à mettre en synergie nos moyens avec ceux des délégations locales des adhérents nationaux, en animant des plateformes de dialogue et en développant les liens par une représentation à notre Conseil d'Administration, point que nous devons étudier prochainement.

En croisant nos capacités techniques et de représentation, nous démultiplions notre efficacité pour accomplir nos deux missions fondamentales :

**Politique :**

- De propositions pour participer à l'élaboration et à l'amélioration des politiques sociales et de solidarité en développant nos actions transversales et globales ;
- De coordination des différents réseaux pour un lobbying compris et efficace ;
- De recherche et de prospective.

**Technique :**

- Apporter un soutien optimum à nos adhérents en veillant à la complémentarité de tous les membres de l'Union et des syndicats d'employeurs.

La journée interrégionale et interfédérale que nous avons organisée le 19 novembre 2004 à Valence a été un premier pas très constructif marquant une volonté et une reconnaissance de nos forces associatives.

C'est dans cette ambiance constructive que s'est déroulé le congrès de l'Uniopss à Marseille en mars dernier, qui était l'aboutissement de ce très long chantier et le lancement de la mise en œuvre de la **Motion** de l'Union. La présence d'un très grand nombre d'adhérents, leur participation active et leur dynamisme ne peuvent que témoigner de la vitalité de notre union et de ses membres. C'est cette action constructive que nous relayons aujourd'hui en région pour une présence politique interfédérale visible et renforcée.

**Le Président**

**Bruno de la BASTIE**

# Le rapport financier sur les opérations de l'exercice clos au 31 décembre 2004

UNION REGIONALE INTERFEDERALE DES ORGANISMES PRIVÉS SANITAIRES ET SOCIAUX  
DE RHONE-ALPES  
(U.R.I.O.P.S.S.)

259, rue de Créqui - 69422 LYON CEDEX 03

N° Préfecture du Rhône 04121

N° Siret : 77984723500040

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2004, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis le 11 avril 2005 et présentés au Conseil d'Administration le 18 mai 2005, en euros, conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Il a été fait application des dispositions du règlement n°99-01 du CRC, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des Associations et Fondations.

**1 - Le résultat déficitaire de l'exercice 2004 qui s'élève à - 50 611 € intègre les éléments suivants :**

**Le résultat d'exploitation (- 34 698 €)** est encore affecté en 2004 par le niveau insuffisant des subventions. Comme l'année dernière, le constat est à la baisse avec un niveau de 41 583 € sur les actions, sachant qu'une des actions engagée en début d'année sur la maltraitance n'a pas bénéficié d'une subvention complémentaire espérée. Par ailleurs, une journée collective en décembre sur la décentralisation n'a pas pu être réalisée compte tenu du faible nombre d'inscrits. La demande était forte mais la période probablement pas propice.

Ce résultat d'exploitation reste toutefois moindre que craint initialement du fait, encore cette année, de la forte compensation par l'activité payante (prestations individuelles et surtout les formations).

**Le résultat total de - 50 611 €** intègre les charges exceptionnelles de salaires (départ du directeur et une transaction avec un salarié, charge compensée par une reprise sur provisions constituée à cet effet sur l'exercice précédent.).

**2 - Evénements significatifs postérieurs à la date de clôture de l'exercice**

La recherche de subventions sur actions et de fonctionnement est engagée comme présenté lors de la dernière Assemblée Générale et commence à porter ses fruits.

Les orientations décidées lors de la dernière Assemblée Générale en matière de renforcement politique ont été mises en œuvre et devraient aussi apporter une dynamique significative à partir de 2005.

Enfin les adhérents ont fait confiance aux dirigeants de l'Uriopss en apportant leur contribution supplémentaire sur la cotisation 2005 votée lors de la dernière Assemblée Générale.

L'ensemble de ces éléments doit nous permettre, sans relâcher nos efforts d'envisager à nouveau l'équilibre à compter de l'exercice 2005.

### **3 - La perspective du futur**

Le Conseil d'Administration soutient les efforts engagés pour redresser la situation, et s'est attelé à un travail plus large au sein du réseau de l'Union :

- Mise en œuvre, dans les trois années à venir, des orientations de l'Union Nationale présentées au congrès de Marseille en mars 2005 ;
- Travail expérimental en Rhône-Alpes pour développer un « plateau ressources » qui permette de défendre le mouvement associatif et sa capacité à entreprendre dans le champ sanitaire et social.

**Le Trésorier**

**M. BADOIL**

**COMPTE DE RESULTAT  
EVOLUTION SUR TROIS ANS**

	2004	2003	2002
<b>Produits d'exploitation</b>			
Prestations de service- abonnements - stages	339 778	316 073	277 709
Subventions d'exploitation (Dont subventions sur actions)	63 788 (41 583)	73 552 (51 306)	85 112 (60 321)
Cotisations	478 768	475 202	467 860
Reprises sur DAP	18 631	14 848	16 153
Prestations et ventes de produits	270 379	279 603	271 414
<b>Total produits exploitation</b>	<b>1 171 343</b>	<b>1 159 278</b>	<b>1 118 248</b>
<b>Charges d'exploitation</b>			
Achats et charges externes	396 558	420 680	396 685
Impôts et taxes	54 098	51 681	50 805
Salaires et charges sociales	732 921	696 847	642 054
Dotations et autres charges	22 464	36 235	37 889
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>1 206 042</b>	<b>1 205 443</b>	<b>1 127 433</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>- 34 698</b>	<b>- 46 165</b>	<b>- 9 185</b>
Produits financiers	7 810	16 927	13 687
Charges financières	1 204	1 704	2 200
<b>Résultat financier</b>	<b>6 607</b>	<b>15 223</b>	<b>11 487</b>
Produits exceptionnels (dont 19 300 de reprise sur provision pour risque de litige)	22 645	2 201	18 189
Charges exceptionnelles	45 165	28 118	7 226
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>- 22 520</b>	<b>- 25 917</b>	<b>10 962</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>- 50 611</b>	<b>- 56 858</b>	<b>13 264</b>

**BILAN**  
**EVOLUTION SUR TROIS ANS**

<b>ACTIF</b>	<b>2004</b>	<b>2003</b>	<b>2002</b>
<b>Actif immobilisé</b>			
Immobilisations incorporelles	230	1 714	4 916
Immobilisations corporelles	45 631	53 611	58 355
Immobilisations financières et participations	6 700	4 961	4 366
<b>Total Actif immobilisé</b>	<b>52 561</b>	<b>60 286</b>	<b>67 637</b>
<b>Actif circulant</b>			
Stocks et en cours	0	0	0
Créances d'exploitations	110 033	116 772	127 202
Disponibilités et charges constatées d'avance	437 979	508 121	576 261
<b>Total Actif circulant</b>	<b>548 012</b>	<b>624 893</b>	<b>703 463</b>
<b>Total général de l'ACTIF</b>	<b>600 573</b>	<b>685 179</b>	<b>771 100</b>
<b>PASSIF</b>	<b>2004</b>	<b>2003</b>	<b>2002</b>
<b>Fonds propres</b>			
Fonds associatifs	114 505	114 505	114 505
Réserves	155 383	212 242	198 977
Résultat de l'exercice	- 50 611	- 56 858	13 264
<b>Total Fonds propres</b>	<b>219 277</b>	<b>269 889</b>	<b>326 746</b>
Provisions pour risques et charges	44 900	67 942	42 019
Emprunts et dettes	336 396	347 349	402 335
<b>Total général du PASSIF</b>	<b>600 573</b>	<b>685 179</b>	<b>771 100</b>

# Le rapport d'activité 2004

## I - Le Conseil d'Administration et l'organisation du siège

### I-1- Le Conseil d'Administration et le Bureau de l'URIOPSS Rhône-Alpes

10 réunions du Bureau de l'Uriopss et 6 réunions du Conseil d'Administration ont eu lieu en 2004.

Les thèmes abordés durant ces réunions ont été les suivants :

- Actualités nationales
- Travail sur la proposition de motion de l'Union Nationale
- Relations avec les adhérents nationaux et les fédérations
- Préparation de la journée décentralisation organisée en inter-région à Valence en novembre 2004
- Orientations stratégiques du réseau dans le cadre de la préparation du Congrès de l'Uniopss à Marseille en mars 2005
- Organisation des délégations départementales Uriopss pour une présence politique dans les départements
- Préparation du séminaire de travail réunissant le Conseil d'Administration et l'équipe de l'Uriopss en avril 2005

Le tableau ci-après présentant les membres du Conseil d'Administration de l'Uriopss intègre les nouveaux élus en Juin 2005.

# Conseil d'Administration de l'U.R.I.O.P.S.S. Rhône-Alpes

**M. le Docteur René JACQUESON**

Président d'Honneur

**M. Guy ROUSSELOT**

Président d'Honneur

## **Membres du bureau de l'U.R.I.O.P.S.S.**

**M. Bruno de la BASTIE**

- *Président de l'URIOPSS*
- Président de Notre-Dame de Seillon (01)

**M. Francis CONTIS**

- *Vice-Président de l'URIOPSS*
- Directeur Général de la Mutualité du Rhône

**M. Roger BADOIL**

- *Trésorier de l'URIOPSS*  
et de plusieurs associations

**M. Guy LABOPIN**

- *Secrétaire de l'URIOPSS*
- Directeur de la S.L.E.A. (Société Lyonnaise de l'Enfance et de l'Adolescence)

**M. Bernard DOREL**

- Directeur du Comité Commun des Affaires Sanitaires et Sociales

**Mme Jany GUILLOT**

- Vice-Présidente FNARS Rhône-Alpes

**M. Jacques CONVERT**

- Directeur APEI (73)

## **Catégorie : Représentation départementale**

**Mme Marie-Antoinette GOUDY**

- *Déléguée Départementale de l'Isère*
- Administrateur de l'A.D.E.S.S.I.  
(Association Départementale d'Éducation Sanitaire et Sociale de l'Isère)

**M. Michel BAROUX**

- *Représentant départemental de la Loire*
- Président de l'U.D.A.M.S.S. (42)

**M. Jean-Claude PICHON**

- *Délégué Départemental du Rhône*

**M. Philippe JEAN**

- *Délégué Départemental de la Drôme*
- Président de l'Escale (26)

*Ain - Ardèche - Savoie - Haute-Savoie :  
postes à pourvoir*

## **Catégorie : Représentation sectorielle**

### **1<sup>er</sup> collègue :**

Secteur SOINS/SANTE

#### **M. Christian ANASTASY**

- Directeur Général de la Mutualité de la Loire

#### **M. Robert DOLDOURIAN**

- Président de l'Association ORSAC (69)

### **2<sup>ème</sup> collègue :**

Secteur HANDICAP

#### **Mme Lucette CORSINI**

- Présidente ADIMC (26)

#### **M. Jacques CONVERT**

- Directeur APEI (73)

### **3<sup>ème</sup> collègue :**

Secteur PERSONNES AGEES

#### **Mme Catherine DALBY**

- Directrice de la Mutualité de l'Ardèche (07)

#### **Mme Marie-Gabrielle SERVIANT**

- Directrice de la maison de retraite Caritas (69)

### **4<sup>ème</sup> collègue :**

Secteur INADAPTES SOCIAUX

#### **Mme Jany GUILLOT**

- Vice-Présidente FNARS Rhône-Alpes

#### **M. Marc JARJAT**

- Directeur association Escale (26)

### **5<sup>ème</sup> collègue :**

Secteur ENFANCE/FAMILLE

#### **M. Gérard BRION**

- Directeur association APASE (38)

### **6<sup>ème</sup> collègue :**

Secteur AUTRES SECTEURS

#### **M. Jean-Jacques BOSC**

- Directeur Association Diaconat Protestant (26)

#### **Mme Fabienne CHATELARD**

- Directrice de l'Association Recherches et Rencontres (42)

## **Catégories : Personnes qualifiées**

#### **M. Roger BADOIL**

#### **M. Jean-Pierre CLAVERANNE**

- Professeur des Universités  
- Directeur de l'IFROSS (Institut Formations et Recherches sur les Organisations Sanitaires et Sociales et leurs réseaux)

#### **M. Francis CONTIS**

#### **M. Bernard DOREL**

#### **M. Guy LABOPIN**

#### **M. Marc POILVERT**

- Vice-Président de l'U.N.A.P.E.I. (Union Nationale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés)

#### **M. Bruno de la BASTIE**

#### **M. Guy ROUSSELOT**

- Administrateur de l'ORSAC

## **Catégorie : Représentation du personnel**

#### **M. Thierry VERGNAUD**

## I-2 Délégations Uriopss départementales et sectorielles

Mise à jour 1<sup>ER</sup> juin 2005

	Délégué départemental	Enfance-Famille	Insertion	Personnes âgées	Personnes Handicapées	Santé
Ain	recherche de candidats	<b>M. Guy DEPEYRE</b> , Institut d'enfants de Seillon	recherche de candidats	recherche de candidats	<b>M. PREMILLIEU</b> Institut de jeunes sourds	Commission régionale Santé
Ardèche	recherche de candidats	<b>M. Pierre MANENT</b> Maison d'enfants du sacré cœur	<b>M. Denis JEANMOUGIN</b> CHRS L'eau vive	<b>M. Philippe FINIELS</b> Maison de retraite les Muriers / <b>Mme BOURDELLES</b> Résidence les Peupliers	<b>M. Carmel ASCIAC</b> Le Home vivarois	
Drôme	<b>Monsieur Philippe JEAN</b> , Président de l'ESCALE	<b>M. Patrick OGNAR</b> Foyer éducatif Romanais	<b>M. Marc JARJAT</b> Centre d'insertion l'Escalé	<b>M. Philippe MOURIER</b> Maison de retraite les Fontgères	<b>M. Charles BOUR</b> UGEf Les hirondelles / recherche de candidat à compter du 1 <sup>er</sup> septembre 2005	
Isère	<b>Mme Marie-Antoinette GOUDY</b>	<b>M. Jean-Paul DEMARD</b> CODASE / <b>M. Gilles VULIN</b> (suppléant), Espace d'avenir	<b>M. Pascal CALUORI</b> , CHRS Arepi / <b>M. Roger BAYOT</b> CHRS L'étape	<b>M. AZZOPARDI</b> Maison de retraite la Cheneraie / <b>Mme Catherine PLANCHARD</b> Maison de retraite Reynies	<b>M. PASQUIER Gabriel</b> Association Ste Agnès	
Loire	<b>M. BAROUX</b> , Administrateur Udams	<b>M. Christian BORGHESE</b> L'arc en ciel	recherche de candidats	recherche de candidats	<b>M. Christian DEVUN</b> IMP Chantalouette	
Rhône	<b>M. Jean-Claude PICHON</b> Administrateur Alpee	<b>M. Michel CHABANOLLES</b> MECS Les pierres dorées	recherche de candidats	<b>Mme Roselyne JOSSINET</b> Maison de retraite Louise-Thérèse / recherche de candidats	recherche de candidats	
Savoie	recherche de candidats	<b>M. Marcel ECHANTILLAC</b> Le relais familial	recherche de candidats	<b>M. Pascal LEFLEM</b> Foyer notre Dame	recherche de candidats	
Haute-Savoie	recherche de candidats	<b>M. Roger DURAND</b> La Maison des Enfants	<b>M. Fernand GANNAZ</b> Foyer d'accueil féminin	<b>Mme JACQUEMOUX</b> Le rayon de soleil	<b>M. Michel BLANCHON</b> Udapei / <b>M. François DESPIERRE</b> (Suppléant) Centre ressources Cérébro- lésés	

## URIOPSS RHONE-ALPES

Site internet : <http://www.uriopss-ra.asso.fr>

### Délégations départementales

Ain : <i>poste vacant</i>	Loire : M. BAROUX
Ardèche : <i>poste vacant</i>	Rhône : M. PICHON
Drôme : M. JEAN	Savoie : <i>poste vacant</i>
Isère : Mme GOUDY	Haute-Savoie : <i>poste vacant</i>

**Président**  
Bruno de la BASTIE  
**Vice-Président**  
Francis CONTIS

**Secrétaire**  
Guy LABOPIN  
**Trésorier**  
Roger BADOIL

### Direction

Laure CHAREYRE ☎ 04.72.84.78.10  
[l.chareyre@uriopss-ra.asso.fr](mailto:l.chareyre@uriopss-ra.asso.fr)

### Domaines sectoriels et intersectoriels

#### • Politiques associatives

Laure CHAREYRE ☎ 04.72.84.78.10  
[l.chareyre@uriopss-ra.asso.fr](mailto:l.chareyre@uriopss-ra.asso.fr)

#### • Politiques d'action sociale

Jean JALLAGUIER ☎ 04.72.84.78.15  
(personnes âgées, personnes handicapées)  
[j.jallaguiier@uriopss-ra.asso.fr](mailto:j.jallaguiier@uriopss-ra.asso.fr)

François BOURSIER ☎ 04.72.84.78.14  
(insertion, enfance/famille)  
[fp.boursier@uriopss-ra.asso.fr](mailto:fp.boursier@uriopss-ra.asso.fr)

#### • Politiques de la santé

Thierry VERGNAUD ☎ 04.72.84.78.60  
[t.vergnaud@uriopss-ra.asso.fr](mailto:t.vergnaud@uriopss-ra.asso.fr)

#### • Politiques territoriales et décentralisation

Eric RAOUF ☎ 04.72.84.78.18  
[e.raouf@uriopss-ra.asso.fr](mailto:e.raouf@uriopss-ra.asso.fr)

#### • Formation

Colette PROT ☎ 04.72.84.78.16  
[c.prot@uriopss-ra.asso.fr](mailto:c.prot@uriopss-ra.asso.fr)  
Secrétariat du service : Samaih HMIDA  
[formation@uriopss-ra.asso.fr](mailto:formation@uriopss-ra.asso.fr)

#### • Communication / Documentation / Web

Violaine DELAY ☎ 04.72.84.78.17  
[v.delay@uriopss-ra.asso.fr](mailto:v.delay@uriopss-ra.asso.fr)

### Administration

☎ 04.72.84.78.10 / fax : 04.72.84.78.19  
[secretariat@uriopss-ra.asso.fr](mailto:secretariat@uriopss-ra.asso.fr)

#### • Comptabilité

Isabelle MAZZONE  
[i.mazzone@uriopss-ra.asso.fr](mailto:i.mazzone@uriopss-ra.asso.fr)

#### • Secrétariat

Véronique RAY  
(gestion des adhérents, secrétariat  
du président et de la directrice)  
[v.ray@uriopss-ra.asso.fr](mailto:v.ray@uriopss-ra.asso.fr)

Annick CLAUD  
(secrétariat général)  
[a.claud@uriopss-ra.asso.fr](mailto:a.claud@uriopss-ra.asso.fr)

### Domaines transversaux

• Comptabilité, fiscalité, analyse financière,  
budget, tarification, contentieux tarifaire  
Marc PILLON ☎ 04.72.84.78.12  
[m.pillon@uriopss-ra.asso.fr](mailto:m.pillon@uriopss-ra.asso.fr)

• Autorisation de création, habilitation,  
conventions, missions/réglementation  
Eric RAOUF ☎ 04.72.84.78.18

• Droit social et droit associatif  
[servicejuridique@uriopss-ra.asso.fr](mailto:servicejuridique@uriopss-ra.asso.fr)  
Pierre GAUDIER ☎ 04.72.84.78.13  
[p.gaudier@uriopss-ra.asso.fr](mailto:p.gaudier@uriopss-ra.asso.fr)  
Sylvie GERY ☎ 04.72.84.78.13  
[s.gery@uriopss-ra.asso.fr](mailto:s.gery@uriopss-ra.asso.fr)  
Géraldine HAGUENAUER ☎ 04.72.84.78.13  
[g.haguenaue@uriopss-ra.asso.fr](mailto:g.haguenaue@uriopss-ra.asso.fr)

• Etude, adaptation de l'existant, création,  
évaluation, accompagnement de projet  
Jean JALLAGUIER ☎ 04.72.84.78.15  
Eric RAOUF ☎ 04.72.84.78.18  
Thierry VERGNAUD ☎ 04.72.84.78.60

• Projet associatif / Ambition associative  
François BOURSIER ☎ 04.72.84.78.14  
Thierry VERGNAUD ☎ 04.72.84.78.60

### Principales représentations régionales

Conseil Economique et Social Régional (CESR) : Bruno de la BASTIE  
Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) : Laure CHAREYRE  
Conférence des Présidents des Coordinations Associatives (CPCA) : Bruno de la BASTIE

Comité Régional de l'Organisation Sanitaire (CROS) : Thierry VERGNAUD  
Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) : Jean JALLAGUIER, François BOURSIER, Eric RAOUF  
Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale (TITSS) : Marc PILLON  
Cap Réseau (secteur sanitaire) : Thierry VERGNAUD

## II - Les Adhérents :

### Tableaux récapitulatifs

Evolution du nombre d'adhérents sur trois ans		
2004	2003	2002
<b>550 associations</b> gestionnaires de <b>1 054 établissements et services</b>	<b>568 associations</b> gestionnaires de <b>1 017 établissements et services</b>	<b>585 associations</b> gestionnaires de <b>1 025 établissements et services</b>

La baisse du nombre d'associations est liée principalement aux fusions entre petites associations ou aux reprises d'associations.

**Le mouvement de rapprochement qui tend à permettre la pérennisation de services et la création d'autres, dans une logique dynamique, s'amplifie.**

Par ailleurs l'accroissement du nombre d'établissements et services gérés par les associations est lié directement à une meilleure connaissance de nos adhérents et du nombre plus exact d'établissements et services concernés.

Année 2004 Répartition des 1 054 établissements et services Par secteur d'activité	
Soins et santé	94
Personnes âgées	232
Handicap	288
Enfance/famille	169
Réadaptation sociale et insertion	97
Autres secteurs	174

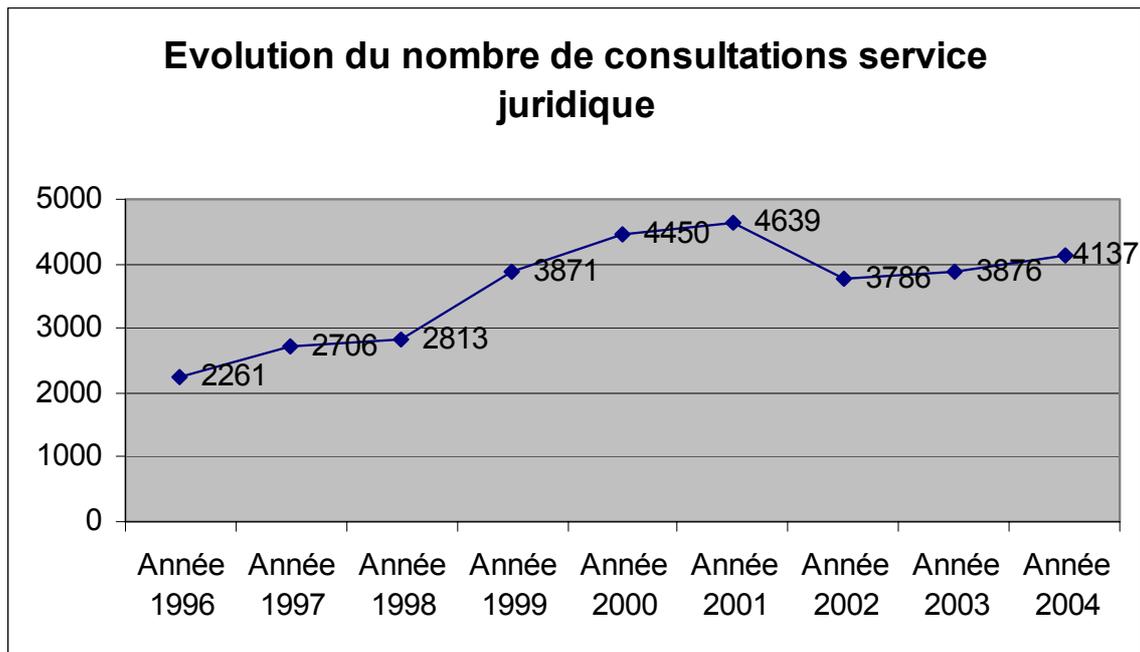
Année 2004 Répartition des 1 054 établissements et services Par département	
Ain	70
Ardèche	57
Drôme	102
Isère	156
Loire	118
Rhône	414
Savoie	60
Haute-Savoie	77

### III - Les grands points de l'activité 2004

#### Activités transversales

Service juridique - Pierre Gaudier ; Sylvie Géry ; Géraldine Haguenauer

→ L'activité consultation :



Le niveau des consultations est de nouveau en progression par rapport aux deux années précédentes et recouvre plus de 4 100 consultations majoritairement en droit social. Le traitement sous huitaine des consultations est, sauf exception, respecté.

→ L'activité au sein du réseau URIOPSS-UNIOPSS

- **Animation de la commission droit social de l'Uniopss** : Pierre GAUDIER est intervenu, dans le cadre d'une convention « d'appui technique », pour assurer l'animation de cette commission à l'Uniopss (de 5 à 6 journées par an)
- **Commission « Vie et fonctionnement associatif »** : Pierre GAUDIER a participé au sein de cette commission nationale à l'élaboration de la « Grille d'analyse des statuts associatifs ». Cette grille constitue l'outil de base du réseau permettant d'étudier la conformité et la cohérence des statuts et du règlement intérieur d'une association.
- **Enfin, création du guide pratique de l'employeur associatif sanitaire et social** : Dès janvier 2004, le service juridique de l'Uniopss Rhône-Alpes a commencé à rédiger un guide pratique, destiné aux dirigeants associatifs afin de les aider dans la dimension juridique de la

gestion du personnel. Au total, plus de 600 heures auront été consacrées à la rédaction de ce guide qui est publié au plan national par l'UNIOPSS depuis mars 2005.

Le service juridique Rhône-alpes reste par convention avec l'Uniopss responsable des mises à jour de ce guide deux fois par an.

### → Les prestations payantes collectives

Trois journées importantes ont été organisées dans l'année :

- La réforme des retraites (**156 personnes**)
- La loi relative à la formation tout au long de la vie et au dialogue social (**101 personnes**)
- La constitution d'un siège social et autorisation avec Laure Chareyre (**119 personnes**)

**Une action collective relative aux risques professionnels :**

Une action importante a été engagée en 2003 et s'est poursuivie en 2004 autour de la question des risques professionnels et plus spécialement de l'obligation du document unique d'évaluation des risques professionnels.

En partenariat avec l'APAVE et en nous appuyant sur des sites pilotes représentatifs, nous avons élaboré un document unique type propre à quatre catégories de structure.

Au total, plus de **130 personnes** ont assisté aux journées de restitution et ont bénéficié des résultats de l'action.

Cette action a été dupliquée en Auvergne où deux journées ont ainsi pu être réalisées.

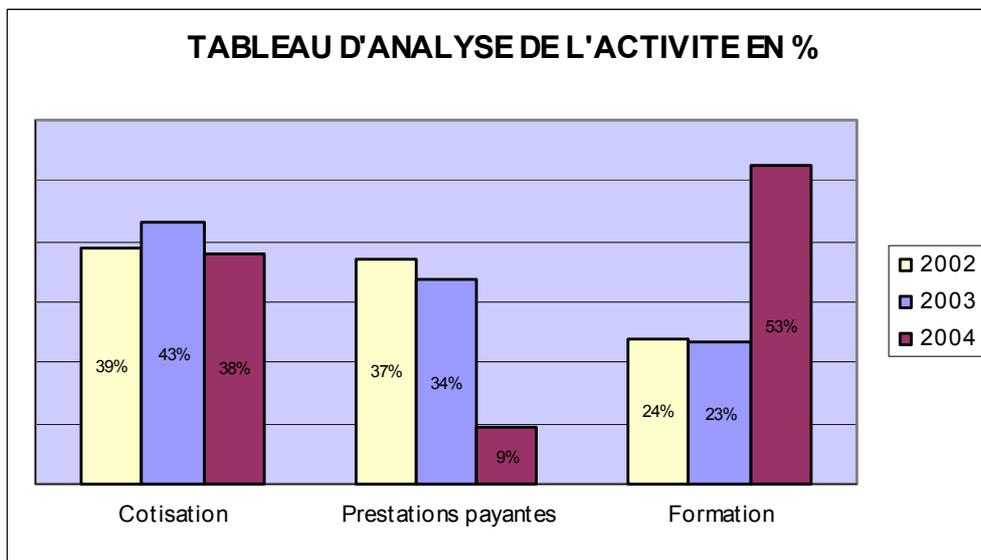
### **Service tarification / mission et relation avec les autorités de compétence - Laure Chareyre ; Marc Pillon**

1 - **Laure Chareyre** : En moyenne sur l'année 50 % du temps de travail a été consacré au poste de conseil technique et 50 % du temps au poste de direction confié à compter d'avril 2004. **Sur ce poste de conseil technique rempli à temps partiel, la répartition de l'activité est comme suit :**

- **La cotisation (70 % de l'activité conseiller technique)** recouvre les consultations réalisées principalement sur les questions de réglementation, de budget et de contentieux de la tarification sanitaire et sociale. Ce sont **580 consultations** sur ces thèmes qui ont ainsi été assurées jusqu'à fin juillet 2004 pour permettre un passage de relais progressif à Marc Pillon. Les autres activités sur la cotisation ont été diminuées fortement dès avril 2004 pour dégager du temps sur la fonction de direction. La participation aux commissions nationales, au travail dans le réseau recouvre seulement 10 % du temps conseiller technique.
- **Les prestations payantes individuelles, collectives et de formation engagées ont été assurées (30 % de l'activité conseiller technique).**

2 - **Marc Pillon** : Du fait de la réorganisation interne, liée au changement de direction, le poste a évolué avec un développement de l'activité budget et contentieux particulièrement marqué au second semestre, pour assurer la succession du conseil technique de Laure Chareyre.

La mise en place du décret budgétaire, comptable et financier du 22 octobre 2003 ainsi que des outils y afférant ont suscité un accroissement important de la demande qui s'est répercuté sur les consultations d'une part et la formation d'autre part.



**L'activité formation** a connu un essor très important au cours de l'exercice 2004 : Animation de **37 sessions** sur 58 jours pour la formation continue réparties à raison de :

- 26 sessions en inter ;
- 9 sessions en intra ;
- 2 sessions en prestation de service pour l'URIOPSS Auvergne.

L'importance de l'activité développée au cours de cette année est relativement conjoncturelle et il est à prévoir une diminution de celle-ci sur les exercices à venir, l'activité devant cependant se stabiliser à un niveau relativement conséquent.

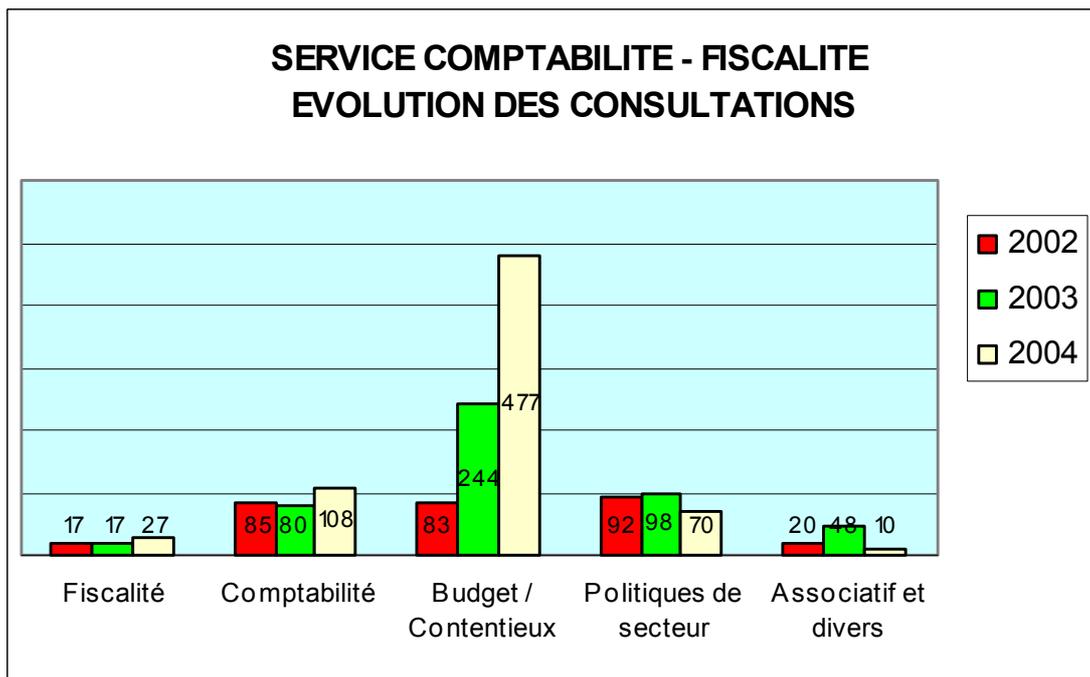
La part concernant le secteur « cotisation » reste quasiment stable, les consultations individuelles représentant environ la moitié du temps passé.

L'activité du service concernant la fiscalité reste peu élevée s'agissant des consultations régionales, mais est alimentée par la convention passée avec l'UNIOPSS comme « expert technique national sur la fiscalité » qui permet de maintenir un minimum de compétence au niveau régional pour un moindre coût.

**Les consultations** ont connu une très forte augmentation, passant de 480 en 2003 à **690** en 2004, ce qui est directement lié au transfert sur un seul poste de l'ensemble des questions budgétaires et contentieuses. De plus, la diffusion large d'outils informatiques de type CD Rom pour les budgets et comptes administratifs est venue renforcer la demande de conseils sur le service.

Les questions ayant trait à la comptabilité présentent une légère augmentation qui est liée d'une part aux dispositions du décret budgétaire, et d'autre part à l'évolution de la réglementation comptable et à la « pression » des professionnels de la comptabilité.

La baisse des questions relatives aux politiques de secteur et divers est liée à l'évolution du poste (passage progressif du secteur sanitaire à Thierry Vergnaud).



Enfin, l'**activité de prestations** auprès des adhérents a marqué un ralentissement concomitant au développement de l'activité de formation, les actions proposées étant de courte durée (un jour en général) et en lien direct avec les problématiques budgétaires.

La participation aux différentes prestations du réseau a par contre beaucoup augmenté : participation à la conception des CD Rom budget et compte administratif, suivi technique national des questions budgétaires, rédaction de la partie fiscale du document conjoncturel, veille nationale sur les questions fiscales et comptables.

A noter qu'au total sur l'année **2004**, les consultations liées au budget, tarification et contentieux ont atteint le nombre de **957** au lieu d'un total de **894** en **2003** pour les deux conseillers techniques et ce malgré un passage de relais dans des conditions difficiles de redéploiement interne.

Le **total des consultations** pour l'ensemble des thématiques de ces deux postes atteint **1 270**.

Jean Jallaguiet/ François Boursier

A travers le suivi des activités sectorielles en terme de prospective et d'anticipation, le service Etudes a confirmé son orientation visant à mettre en place des actions régionales au service direct des associations.

### Action maltraitance

L'année 2004 a été consacrée comme prévu au développement d'une action intersectorielle s'inscrivant dans le prolongement de la loi 2002-2 autour de la prévention des situations de maltraitance.

Le présent rapport d'activité est à nouveau l'occasion de remercier la dizaine de professionnels de l'action sociale et médico-sociale qui se sont réunis une fois par mois au sein d'un comité régional. Leur concours riche et assidu a permis de formaliser, sur la base d'une réflexion éthique approfondie, une méthode d'approche à l'usage des institutions dans un carnet de route publié et remis à l'occasion d'une journée régionale de restitution qui a réuni 170 professionnels le 2 décembre 2004 à Lyon. A noter que les commissions régionales sectorielles "handicap" et "personnes âgées" ont également apporté leur contribution au développement de la réflexion. Sous réserve de l'obtention de financements, cette action doit se prolonger en 2005 et en 2006.

### Démarche qualité en EHPAD

Nous avons renouvelé en 2004 notre convention nationale entre la Fondation Jean Marie Bruneau et le réseau UNIOPSS-URIOPSS sur l'amélioration de la démarche qualité en EHPAD. Comme en 2003, l'action a permis en Rhône-Alpes à deux maisons de retraite de valoriser par l'octroi de subventions leur projet d'adaptation et la conduite de démarche qualité. D'autre part, afin de disséminer les pratiques, nous avons organisé un séminaire régional le 19 octobre 2004 à Lyon portant cette année sur le projet d'animation en EHPAD. Avec la perspective de renouveler la convention en 2005, la tenue d'un nouveau séminaire devant aussi permettre de présenter la démarche méthodologique de certification AFNOR / GERIAPA.

### Création d'offre et problématique accueil de jour Alzheimer

Pour la première fois, nos accompagnements sur le terrain ont porté davantage sur le développement des institutions (création, extension, diversification) et moins sur leur simple adaptation - en cohérence d'ailleurs avec les annonces tant du Plan Vieillesse et Solidarités favorable à la création de lits d'hébergement dans le secteur personnes âgées que du réseau UNIOPSS/URIOPSS lors du séminaire du 27 avril 2004. Au total, ce sont cinq structures que nous avons suivies. Parmi elles, la problématique de l'accueil de jour Alzheimer apparaît en plein développement et l'extension continue de l'offre justifie de réfléchir à la mise en place d'une

action régionale en 2005 au service de plusieurs sites, combinant la formation collective et le suivi individualisé, sans oublier la restitution d'une méthode au plus grand nombre.

### **Accompagnement et développement des réflexions sur le projet associatif**

Ce sont une dizaine d'associations de la Loire, du Rhône, de l'Isère et de la Haute Savoie qui ont été accompagnées par François Boursier sur leur projet associatif.

Par ailleurs six réunions de présentation et de travail ont été organisées autour du Guide de l'Ambition associative.

**Les journées d'études organisées en 2004 par l'ensemble de l'équipe du siège  
26 journées qui ont regroupé 1 069 personnes**

**1 - Journées à thèmes**

<b>Dates et Lieux</b>	<b>Thème</b>	<b>Nombre de participants</b>
24 mars 2004 (journée) Amphithéâtre de la Caisse d'Epargne à Lyon	<b>« Les sièges sociaux : création et autorisation »</b>	119
1 <sup>er</sup> avril 2004 (0,5 journée) Hôpital du Vinatier à Bron	<b>« La réforme des retraites »</b>	156
27 avril 2004 (0,5 journée) Maison de Retraite Châteauvieux à St-Symphorien d'Ozon	<b>« Pérenniser et développer l'offre non lucrative : un enjeu de l'action gérontologique »</b>	30
12 mai 2004 (journée) Amphithéâtre de la Caisse d'Epargne à Lyon	<b>Loi sur la formation professionnelle et le dialogue social</b>	101
19 octobre 2004 (journée) Espace Sarrazin à Lyon	<b>« Séminaire dans le cadre de la semaine bleue » Matin</b>	103 le matin
	- Séminaire aide et soins à domicile : le nouveau décret SSIAD et la structure d'HAD - Séminaire établissements : le projet d'animation <b>Après-midi : séance plénière</b> - bien vieillir et préservation de l'autonomie - habitat et citoyenneté	65 l'après-midi
2 décembre 2004 (journée) Amphithéâtre Charles Mérieux de l'ENS à Lyon	<b>Journée « Maltraitance »</b>	125
<b>Soit un sous total (1)</b>		<b>699 personnes</b>

**2 - Une journée organisée par les URIOPSS PACAC, Languedoc-Roussillon, Auvergne et Rhône-Alpes :**

« L'inter-fédéralité et la décentralisation : pour des actions collectives et solidaires »

Le 19 novembre 2004 à Valence

En direction des administrateurs des quatre Uriopss organisatrices et des représentants régionaux des Fédérations et Associations nationales adhérentes à l'UNIOPSS

<b>Soit un sous-total (2)</b>		<b>65 personnes</b>
-------------------------------	--	---------------------

### 3 - Journées à thème répétée dans les différents départements :

#### 3-1 « Les risques professionnels »

Dates et lieux	Regroupement des établissements par activité dominante	Nombre de participants
4 mars 2004 à l'Espace Sarrazin à Lyon	Educatif, hébergement (CHRS, MECS, etc.)	14
5 mars 2004 à l'Espace Sarrazin à Lyon	Soins médicaux, hébergement (EHPAD, etc.)	15
9 mars 2004 à l'Espace Sarrazin à Lyon	Soins, éducatif, hébergement (IME, etc.)	16
12 mars 2004 à l'Espace Sarrazin à Lyon	Atelier, éducatif (CAT, etc.)	5
16 mars 2004 à Aix-les-Bains	Soins médicaux, hébergement (EHPAD, etc.)	13
23 mars 2004 à Aix-les-Bains	Educatif, hébergement (CHRS, MECS, etc.)	15
27 avril 2004 à l'Espace Sarrazin à Lyon	Soins médicaux, hébergement (EHPAD, etc.)	10
30 avril 2004 à l'Espace Sarrazin à Lyon	Educatif, hébergement (CHRS, MECS, etc.)	15
8 juin 2004 à Valence	Soins médicaux, hébergement (EHPAD, etc.)	8
9 juin 2004 à Valence	Educatif, hébergement (CHRS, MECS, etc.)	8
17 septembre 2004 à l'Espace Sarrazin à Lyon	Educatif, hébergement (CHRS, MECS, etc.)	15
21 septembre 2004 à l'Espace Sarrazin à Lyon	Soins médicaux, hébergement (EHPAD, etc.)	10
9 novembre 2004 à l'Espace Sarrazin à Lyon	Educatif, hébergement (CHRS, MECS, etc.)	15
<b>Soit un sous total (3-1)</b>		<b>159 personnes</b>

#### 3-2 « Le guide de l'ambition associative »

Dates et lieux	Nombre de participants	
2 janvier 2004 à Pugny-Chatenod (Savoie)	18	
26 janvier 2004 à Bourgoin-Jallieu (Isère)	17	
27 janvier 2004 à Châtillon s/Chalaronne (Ain)	12	
3 février 2004 à Saint-Vallier (Drôme)	24	
6 février 2004 à Caluire (Rhône)	50	
8 mars 2004 à Montrond les Bains (Loire)	25	
<b>Soit un sous total (3-2)</b>		<b>146 personnes</b>

<b>Soit un sous total (3)</b>		<b>305 personnes</b>
-------------------------------	--	----------------------

## Service formation -Colette Prot

Comme les années précédentes, nous avons en formation 3 grands types d'action :

→ **Les stages « inter-établissements »** qui se déroulent à l'URIOPSS. Ils sont organisés d'une part sur la base d'un catalogue envoyé aux adhérents en septembre de l'année N-1, d'autre part sur des propositions de stages en cours d'année en fonction de l'actualité concernant notre secteur (dénommés ci-après « stages réactifs »).

**Les stages « inter » représentent 77 % de notre chiffre d'affaires en 2004.**

→ **Les stages « intra »**, étudiés à la demande d'une association, d'un établissement ou d'un groupement d'établissements se déroulent dans leurs locaux (19.5 % de notre CA)

→ **Les prestations de service d'enseignement** : nous avons recentré en 2004 nos activités de prestation en direction du réseau (autres URIOPSS) et de la maîtrise de gestion (GESS) de Lyon I. Ceci représente une toute petite part (3.5 %) de notre CA.

Notre activité formation est essentiellement assurée par les conseillers techniques de l'URIOPSS : ainsi en 2004, toutes catégories confondues, ils ont animés 95 % des journées de formation.

Type de formation	Nombre de journées	Nombre de personnes
<b>Stages INTER</b>	90,5	535
Stages INTRA	43	297
Prestations auprès des partenaires et autres	19,5	180
<b>Total</b>	<b>153</b>	<b>1 012</b>

Nous notons + de 20 % d'augmentation du nombre de journées de stages et du Chiffre d'Affaire par rapport à 2003, ce qui s'explique :

- \* **Par une actualité riche de changements, notamment dans le domaine de la gestion des établissements et des services.**

Nous avons donc proposé de nombreuses sessions « réactives » à nos adhérents (cf tableau ci dessous)

	Nombre de stages inter	Nombre de journées	Nombre de personnes
Stages prévus au catalogue	16	69,5	185
Stages réactifs	21	21	350
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>90,5</b>	<b>535</b>

- \* **Par une meilleure information auprès de nos adhérents :**

- ◆ Le site web régulièrement mis à jour et qui permet de trouver toute l'année les programmes, les dates, les nouveautés de la formation URIOPSS...
- ◆ Les courriers adressés soit aux anciens stagiaires, soit à certains types d'établissements touchés par telle ou telle réforme...
- ◆ Une page régionale « actualités formation » dans le Trait d'Union.
- ◆ Sur ce que nous pouvons faire en inter, en intra, selon leurs demandes....

**La communication - François Boursier / Violaine Delay**

Le service a connu dans le courant de l'année un changement de responsable ; Violaine Delay ayant repris les fonctions de François Boursier en appui de la Directrice Laure Chareyre.

Sur l'action communication de l'Uriopss, on peut dégager trois activités principales :

- la communication interne : il s'agit essentiellement d'un travail sur nos supports de communication tels que nos plaquettes d'information, nos programmes de journées, notre plaquette de formation, et autres.
- la communication externe : diffusion d'informations et relation avec les journalistes, et le Club des Partenaires (11 partenaires)
- la revue Trait d'Union : revue produite et écrite par l'Uriopss Rhône-Alpes et mise à disposition de 10 autres Uriopss. Le travail est donc double : animation-coordination interne pour la production de la revue (animation de l'équipe, conception/rédaction des pages régionales, relation avec l'imprimeur...) et animation-coordination des Uriopss utilisant Trait d'Union (conférence téléphonique, élaboration d'un cahier de procédure, travail sur l'amélioration de la maquette...)

**Le Service Information-Documentation - Violaine Delay**

Ce Service est géré par Violaine Delay et comprend plusieurs types d'activités en lien souvent avec l'activité communication.

• **la gestion de la documentation :**

- la revue de presse : une revue de presse hebdomadaire de 3-4 pages signalant les nouveaux textes juridiques, les ouvrages acquis, les rapports publiés ... est éditée par ce service à l'attention essentiellement des conseillers techniques.
- La gestion du fonds documentaire : gestion des ouvrages ou documents acquis
- les abonnements : 80 périodiques sont reçus par le Service, 58 d'entre-eux sont traités (lecture, dépouillement, enregistrement...). Parmi ces 58 abonnements, 26 sont payants et représentent un budget de 4 650 €
- les demandes d'informations : ces demandes peuvent émaner des adhérents, des conseillers techniques Uriopss, du réseau Uniopss-Uriopss ou bien du grand public. On remarque une augmentation de 35 % des demandes par rapport à 2003. Ce sont les demandes concernant le site Internet (problèmes techniques, gestion des codes, demande d'information diverses) qui ont augmentées.

• **le Site Internet :**

- la gestion du site Internet et des codes d'accès aux adhérents : Violaine Delay a en charge la mise à jour du site mais également la gestion des codes d'accès, ce qui représente environ 1 380 codes attribués nominativement aux Présidents et Directeurs des structures cotisantes.

- Participation au travail du réseau :
    - \* le groupe national des documentalistes et webmaster s'est réuni 4 fois cette année. Ce groupe travaille sur de nombreux dossiers pour aider le réseau sur les aspects techniques en documentation et gestion des sites Internet.
    - \* le groupe de veille Santé. Violaine Delay, en tant que documentaliste, est en appui de ce groupe ; les groupes de veille ayant pour objectif d'alimenter la base d'information du site Internet.
  - La fréquentation du site : un suivi montre l'augmentation de la fréquentation de notre site Internet avec des pics de fréquentation à chaque moment fort au niveau législatif ou réglementaire.
- Les formations :  
 Dans le cadre du développement de son site Internet et de ses outils (listes de diffusion, base d'information...), l'Uriopss a mis en place des formations axées sur Internet et la messagerie. Deux formations de deux jours ont eu lieu en 2004 ainsi qu'une formation Intra pour une association sur une journée.
  - L'appui aux conseillers et autres services :
    - les réunions départementales : dans la continuité de 2003, des réunions départementales ont été organisées afin de rencontrer nos adhérents, nos représentants locaux (délégués départementaux et sectoriels) et de faire remonter leurs besoins. Le Service information-communication a été associé à ces réunions pour présenter le site Internet de l'Uriopss et les différents outils de communication et d'information. Sur 2005, ce service sera en appui du conseiller Eric Raouf et des délégués sur les aspects plus techniques de circulation de l'information.
    - le travail pour les autres services essentiellement en matière de communication (plaquettes...)

**Les orientations 2005 pour le Service Information-Communication :**

- le développement des formations Internet et messagerie
- l'accent sur notre communication essentiellement externe (adhérent et grand public)
- la "veille régionale" = travail sur de l'information régionale (et non plus nationale comme c'est le cas actuellement), c'est-à-dire recueillir cette information, la traiter et la diffuser aussi bien en interne qu'auprès de nos adhérents.

Cette activité collective représente une part importante de la cotisation.

**Le travail sectoriel repose sur :**

- **Une organisation nationale** au sein de l'Uriopss de commissions sectorielles (Santé, Handicap, Personnes âgées, Enfance et famille et Insertion) dans lesquelles l'Uriopss est représentée soit par ses conseillers techniques, soit par ses administrateurs délégués.
- **Une organisation régionale** de commissions sectorielles qui regroupe les délégués sectoriels Uriopss de chaque département.

**La deuxième étape de décentralisation et les représentations locales qui en découlent, nous ont amené à penser une organisation interne sectorielle et intersectorielle par territoire.**

Depuis 2005 cette animation est totalement recentrée sur quatre conseillers techniques :

- **Trois sectoriels**

**Thierry Vergnaud** pour le secteur de la santé

**François Boursier** pour le secteur enfance et famille et le secteur de l'insertion

**Jean Jallaguié** pour le secteur du handicap et le secteur des personnes âgées.

- **Un intersectoriel sur les politiques territoriales :**

**Eric Raouf** qui a intégré l'équipe au 1<sup>er</sup> décembre 2004.

Il a pour mission d'assurer le soutien technique des délégations départementales, elles-mêmes assurées par un bénévole administrateur d'association dans chaque département.

Ce troisième niveau est un maillon important de la politique sectorielle, qui reste à soutenir et à valoriser à partir de la plate-forme régionale du siège de l'Uriopss.

**Pour mémoire :**

- **Les délégués sectoriels** sont des directeurs d'établissements ou de services du secteur concerné, volontaires, choisis par leurs pairs et validés par l'Uriopss. Ils participent aux travaux des commissions régionales et sont les relais de transmission de cette animation au niveau départemental.
- **Les délégués départementaux** sont des administrateurs associatifs dont la candidature est validée par le Bureau de l'URIOPSS. Ils animent ou coordonnent les délégations sectorielles de leur département. Ils deviennent membres du Conseil d'Administration de l'Uriopss dont ils relayent la politique localement.

Cette organisation doit permettre d'assurer le lien et la cohérence des animations sectorielles nationales, régionales et départementales et surtout, de mutualiser les avis, les travaux, les informations, et les propositions sur chacun des secteurs.

Elle constitue une force collective, permettant à l'Uriopss de réagir aux événements importants, de mobiliser ses adhérents et de rassembler des propositions, qui viennent nourrir les rencontres avec les autorités de l'Etat ou des Collectivités Territoriales.

C'est bien cette capacité d'observation et de contribution intersectorielle qui est reconnue et que nous devons consolider.

2004 a été marquée par une prise de fonction sur le suivi du Secteur SANTÉ en relais de Marc Pillon au sein de l'Uriopss.

La montée en charge s'est faite de manière progressive et a nécessité un investissement important en terme de connaissances et de compréhension du secteur et des enjeux qui le traversent.

Ainsi, ont été assurées :

- ▶ La participation et la représentation de l'Uriopss au sein des instances de concertation régionale comme :
  - Le Comité Régional d'Organisation Sanitaire
  - La Commission Régionale Paritaire de suivi de l'Accord National des Centres de Santé
  - La Commission de Concertation des Établissements de Soins de Suite et de Réadaptation
  - L'Instance de coordination CAP RESEAU
  - Le Comité de suivi du Schéma régional des professions d'infirmiers
- ▶ La participation à la Commission Etablissements de santé de l'UNIOPSS
- ▶ La mise en place d'une Commission Régionale « SANTE ». Cette commission, composée d'administrateurs et d'un certain nombre d'experts dans les différents domaines du secteur de la Santé (MCO, SSR, HAD, psychiatrie, réseaux et prévention) vise à éclairer le Conseil d'Administration de l'URIOPSS dans les prises de position politiques qu'il peut être amené à prendre, comme par exemple dans le cadre de l'élaboration du SROS de 3<sup>ème</sup> génération.

Parallèlement, Thierry Vergnaud a également continué à assurer la représentation de l'URIOPSS au sein du Comité Régional d'Organisation Sociale et Médico-Sociales (CROSMS). Le passage de relais à Eric Raouf s'est effectué début 2005.

## **FORMATION**

L'animation de formation soit « INTER », soit « INTRA » correspond à 27 % de l'activité. Il s'agit pour l'essentiel de thèmes en lien avec la Loi 2002-2 et la mise en place des différents « outils » dans les établissements et services (projet d'établissement, règlement de fonctionnement, Conseil de la Vie Sociale). Cette activité a concerné une grosse quinzaine d'établissements et de services en 2004, y compris une formation départementale auprès d'un collectif d'associations et d'établissement du secteur de l'insertion.

## **PRESTATIONS PAYANTES**

Cette activité (25 % du temps de travail) a consisté à accompagner une demi/douzaine d'établissements ou de services dans une réflexion interne soit sur leur devenir, soit sur l'élaboration de leur projet d'établissement. Ce type d'intervention nécessite un temps de préparation égal à environ 1/3 du temps passé sur site.

## **GESTION DU SERVICE FORMATION**

Cette action n'a concernée que 4 % du temps de travail. Elle est résiduelle suite au transfert de cette responsabilité à Colette PROT. Reste cependant, pour l'essentiel du temps passé, le suivi de la formation « Gestion des Etablissements sanitaires et sociaux » réalisée en partenariat avec l'Université Lyon I.

L'année 2004 avait été présentée comme celle de la mise en oeuvre des mesures du plan « Vieillesse et Solidarités » (voir la loi du 24 juin dans le secteur Handicap). Au final, les attentions du Gouvernement se sont portées davantage sur la prévention des risques liés à une nouvelle canicule. Pour autant, l'action régionale, celle des services et des établissements sur le terrain comme celle de l'équipe régionale de l'URIOPSS, a tenu à ne pas occulter les priorités autres que le plan canicule.

Certes, les instructions ministérielles visant à équiper une salle rafraîchie dans chaque établissement hébergeant des personnes âgées ont également occupé nos travaux et une correspondance a été entretenue avec les autorités de contrôle des huit départements. Mais les commissions régionales et départementales se sont également intéressées à d'autres préoccupations considérées prioritaires par les établissements et services.

Versant hébergement, l'actualité de la réforme tarifaire des EHPAD a été suivie au plus près, déjà pour essayer de décrypter les raisons du blocage relatif à la signature des conventions tripartites pluriannuelles. Sans oublier le sort des petites unités de vie toujours dans l'attente d'un décret spécifique ou encore celui des foyers-logements (rapport Grunspan tombé dans les oubliettes). Le développement de l'accompagnement de la maladie Alzheimer et des troubles apparentés caractérise l'ajustement des prestations offertes aux populations par les institutions. Plus largement, au niveau national comme régional, la préoccupation a porté sur la pérennisation et le développement de l'offre non lucrative.

Ce fut d'ailleurs le thème d'un séminaire régional le 27 avril 2004 à Saint Symphorien d'Ozon présentant l'actualisation de la politique de soutien du réseau UNIOPSS / URIOPSS en faveur des établissements et structures d'accueil de personnes âgées aux acteurs de terrain ainsi qu'aux décideurs et financeurs réunis en mission régionale d'appui.

Versant domicile, l'actualité a tenu à rapprocher les secteurs de l'aide et du soin avec la réforme aboutie de la réglementation applicable aux SSIAD et autres services d'aide et d'accompagnement à domicile et la perspective de services polyvalents d'aide et de soins à domicile (décret du 25 juin 2004). Nous nous sommes rapprochés de la CRAM qui a développé un plan expérimental d'envergure (Rhône-Alpes) sur la prévention et la préservation de l'autonomie des personnes âgées, et ce dans le cadre d'une réorientation de la politique nationale CNAM/CNAV. L'importance de ces deux premiers points explique leur présentation lors d'une journée régionale le 19 octobre 2004 qui s'est tenue à Lyon à l'Espace Sarrazin dans le cadre de la semaine bleue.

Par ailleurs, l'actualité a porté sur le nouveau plan Alzheimer et maladies apparentées 2004 - 2007 et ses développements, plus particulièrement un développement soutenu des places d'accueil temporaire et de jour. Simultanément est paru le décret du 17 mars 2004 relatif à l'accueil temporaire, accueil de jour des personnes âgées et handicapées. La seconde partie de l'année a encore été marquée par l'annonce du Plan Borloo de développement des services aux personnes à domicile et le réseau a réfléchi sur les perspectives pour le secteur associatif face à l'émergence probable du secteur commercial dans ce domaine. A l'heure même où les services prestataires d'aide à domicile sont tenus de régulariser leur nouveau statut d'institution sociale et médico-

sociale devant le CROSMs. A cet égard, nous avons mis en place un dispositif de suivi qui s'est concrétisé par une première journée de formation le 9 mars.

A noter encore la plus grande transversalité qui se confirme année après année avec le secteur du handicap, et en 2004 à travers la mise en place des nouveaux dispositifs législatifs : loi estivale instituant la CNSA, projet de loi sur le dispositif handicap ou encore à travers l'ouverture des dispositifs aux deux populations : services d'aide et de soins à domicile, accueil séquentiel... (voir ci-après)

### Secteur Personnes handicapées - Jean Jallaguié

Après la journée nationale UNIOPSS/URIOPSS fin 2003 à Lyon, l'année 2004 a vu un pas supplémentaire être franchi dans la reconstruction du dispositif handicap avec d'une part l'adoption « politique » dès janvier en Conseil des ministres du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation de la citoyenneté des personnes handicapées, d'autre part la parution de la loi relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées du 30 juin 2004 instituant la **Caisse Nationale Solidarité Autonomie** et le plan Vieillesse et Solidarités. Les mesures devant découler de ce nouveau dispositif ont bien entendu occupé pour une part nos travaux même si elles n'ont pas été les seules préoccupations des acteurs.

Début 2004, le calendrier pluriannuel commence à se clarifier : mise en place de la CNSA en 2004, des maisons départementales des personnes handicapées en 2005, de la prestation de compensation et du dispositif handicap rénové en 2006. Dès lors, la préoccupation du terrain portait sur le contenu du rapport Briet Jamet, ses conclusions devant influencer sur la loi finalement parue le 30 juin 2004. Très vite, le CREA et l'URIOPSS ont donc réuni un séminaire régional (trois réunions) et sur la base des réflexions produites ont rédigé à l'intention de la mission Briet Jamet une note d'éclairage portant sur les maisons départementales des personnes handicapées et la procédure d'évaluation des situations de handicap.

La commission régionale a soutenu cette réflexion et d'une façon plus générale a contribué à la réflexion nationale sur les commentaires de la nouvelle loi à paraître début 2005. Au regard de la loi 2002-2, elle a commencé à travailler sur la possibilité de passer des contrats d'objectifs et de moyens pluriannuels avec la ou les autorités de contrôle. Parmi les évolutions significatives dans ce secteur, elle a porté son attention sur l'aide et les soins à domicile et en ambulatoire en observant le développement de deux dispositifs : d'une part l'ouverture aux adultes handicapés des SSIAD et autres services d'aide et d'accompagnement à domicile (décret du 25 juin 2004), d'autre part le projet de décret sur les SAVS et sur les SAMSAH. Sur cette problématique, l'URIOPSS est d'ailleurs intervenue lors d'une journée nationale à Valence le 24 septembre concernant plus spécifiquement la maladie mentale.

Cette dernière problématique a d'ailleurs occupé pour une part non négligeable notre suivi individualisé avec la création de SAVS sur différents territoires (Ain, Loire, Rhône, Haute Savoie) venant régulariser et pérenniser les modalités d'accompagnement des adultes malades mentaux mises en œuvre par le secteur associatif. L'activité de conseil a vu également émerger des projets

de SAMSAH à titre expérimental ainsi que l'accueil séquentiel (jour, temporaire) qui se développe à son tour dans ce secteur (décret transversal personnes âgées / handicap en date du 17 mars). Dans les deux secteurs handicap et personnes âgées, le conseil technique aux adhérents s'est caractérisé par sa diversité, mais deux types de demande ressortent quand même : d'une part l'aide à la mise en place des outils des droits des usagers en raison de la parution des derniers textes attendus (circulaire du 24 mars sur le livret d'accueil, décret sur le conseil de la vie sociale du 25 mars, contrat de séjour du 26 novembre), d'autre part le conseil sur les projets soumis à l'avis du CROSMS concernant des problématiques de développement et de gestion associative. A cet égard, la nouvelle procédure relative au CROSMS s'est mise en place. L'URIOPSS qui partage le siège de la catégorie Handicap avec l'Oeuvre des Villages d'Enfants (OVE), est présente dans toutes les catégories sectorielles et l'activité s'avère croissante dans ce domaine. Cela vient conforter l'activité liée à la cotisation (individuelle ou collective) qui occupe toujours la moitié du temps consacré aux secteurs handicap et personnes âgées.

#### **Secteur Enfance / Famille - Laure Chareyre/ François Boursier**

C'est un passage de relais qui s'est opéré à partir de septembre 2004 par François Boursier.

Au total en 2004 ce sont 4 commissions régionales qui ont été animées.

Cette animation s'est organisée en relais de la commission nationale Enfance et de la commission nationale Petite Enfance.

L'investissement sur ce secteur a de fait été moins important compte tenu de la montée en charge des autres fonctions liées à la direction.

#### **Secteur Insertion - François-Pierre Boursier**

L'URIOPSS Rhône-Alpes intervient et anime le secteur de la lutte contre l'exclusion, dans le cadre entre autres du **réseau Alerte** dont elle assume la coordination.

Les actions suivantes ont été conduites :

- les réunions régionales. Elle regroupent aujourd'hui les représentants des associations de la FNARS, Secours Catholique, ATD Quart Monde, Entraide Protestante, Solidarités Nouvelle face au Chômage, UR PACT, FRAPIL avec Habitat et Humanisme, Union régionale des Centres Sociaux, la MRIE, le CESR avec la représentante du Secours Catholique, le PLIE Uni Est, URFJT, Orphelins Apprentis d'Auteuil, l'UFCS, Médecins du Monde, Secours Populaire. Une réunion par trimestre pour un travail d'information et de réflexion sur les politiques développées. Nous avons ainsi travaillé en lien avec l'UNIOPSS et Alerte national sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale, sur les conférences nationales de l'été 2004. Nous avons par ailleurs assumé une fonction de « lobbying » auprès des parlementaires de la région (75) pour les informer de nos attentes concernant la loi de cohésion sociale.
- dans le cadre des réunions du **Groupe Réseau Insertion** national nous avons élaboré un outil de formation/information reprenant l'ensemble des outils de lutte contre l'exclusion

(document de 145 pages accompagné d'un diaporama Power Point de 153 pages). A partir de ce travail, nous avons organisé quatre journées de formation avec RMI 69, Europe Insertion, les têtes de réseau régionales et l'Escale à Valence.

L'opération continue sur l'année 2005 avec une prévision de 12 journées d'information.

- l'organisation et l'animation du collectif du 17 octobre, journée mondiale du refus de la misère en lien avec la ville de Lyon, la Préfecture du Rhône, le Conseil Général, la Direction Régionale des Affaires Culturelles.
- un travail de formation et d'information au sein du service formation de l'URIOPSS Rhône-Alpes, ITS, Collège Coopératif, GESS notamment. Mais aussi UDAF du Rhône, UFCS nationale.
- participation aux travaux de la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (MRIE) comme administrateur et membre du Comité d'orientation technique.

## IV - LA REPRESENTATION DES ADHERENTS

### Les représentations assurées au sein du réseau

NIVEAU	INSTANCES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
<u>National</u>	CNOSS (Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale)	Mme BRUNET (Uniopss)	Johann PRIOU (Uniopss)
	CNTSS (Commission Nationale du contentieux de la Tarification Sanitaire et sociale)	Arnaud VINSONNEAU (Uniopss)	Bruno DELAVAL (Uriopss Nord pas de Calais)
	ANAES (Agence Nationale de l'Accréditation et de l'Evaluation en Santé°)	Christian ANASTASY (administrateur Uriopss pour l'Uniopss)	
<u>Commissions Nationales</u>	CNUESPA (Personnes âgées)	Jean JALLAGUIER	
	Comité de suivi de la veille (CIRSSE)	Marc PILLON	
	Droit social	Pierre GAUDIER	
	Protection de l'Enfance	Guy LABOPIN (Secrétaire Uriopss)	François BOURSIER
	Petite Enfance	François BOURSIER	
	Europe	François BOURSIER	
	Gestion	Marc PILLON	
	GRI (Groupe Réseau Insertion)	François Pierre BOURSIER	
	Handicap	Charles BOUR / Carmel ASCIAC(URIOPSS) Délégués sectoriels	
	Santé	Christian ANASTASY (URIOPSS)	
	Fonctionnement associatif	Pierre GAUDIER	
<u>Instance Interrégionale</u>	TITSS de LYON (Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et sociale)	Christian BRULEY (URIOPSS PACAC)	Laure Chareyre/ Marc PILLON

<b>NIVEAU</b>	<b>INSTANCES</b>	<b>TITULAIRES</b>	<b>SUPPLEANTS</b>
<u>Commissions Régionales</u>	CESR (Conseil Economique et Social Régional)	Bruno de la BASTIE	
	CPCA (Conférence Permanente des Coordinations Associatives)	Bruno de la BASTIE	
	CROS (Comité Régional de l'Organisation Sanitaire)	Thierry VERGNAUD	Laure CHAREYRE
	CROSMS (Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale)	François BOURSIER Jean JALLAGUIER Eric RAOUF Laure Chareyre en plénier	Idem avec répartition dans sections différentes
	CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire)	Laure CHAREYRE	
	Comité de suivi du SROS	Thierry VERGNAUD	
	Comité d'orientation du SROS	Francis CONTIS (Vice-Président de l'Uriopss)	
	Cap Réseaux	Thierry VERGNAUD	Jean JALLAGUIER
	Comité Régional des Services de Proximité	Jean JALLAGUIER	Mme CATTENAT
	Conseil Régional de Santé Mentale	M.VASSALO (Orsac)	
	Collège Rhône-Alpes d'Education pour la Santé	Thierry VERGNAUD	
	Commission paritaire régionale des centres de santé	Thierry VERGNAUD	
	Instance de concertation régionale des Soins de Suite et de Réadaptation	Thierry VERGNAUD	
	MRIE (Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion)	François-Pierre BOURSIER	

## V - Conclusion et orientations pour 2005 et années suivantes ...

Ce rapport d'activité 2004 retrace l'exercice d'équilibre que l'équipe a accompli en raison des « glissements » de postes et de missions réalisés dans le courant de l'année, sans recruter sur le poste Tarification/Budget/Contentieux pendant 8 mois.

La réorganisation interne s'est fondée sur le soutien à apporter aux adhérents, d'une part en matière d'observation des besoins et de participation à l'élaboration des schémas et d'autre part en matière de représentation des délégations départementales de l'Uriopss en lien avec les nouvelles politiques territoriales.

Eric Raouf a rejoint l'équipe le 1<sup>er</sup> décembre 2004 pour travailler sur ces nouvelles missions. C'est donc autour de cette refondation de l'équipe technique que les missions ont été réparties de manière différente en respectant une certaine cohérence et un souci d'efficacité.

**Pour rappel nos actions dans le cadre de la cotisation sont :**

- transversales et techniques pour aider les adhérents à une meilleure gestion au sens large (les spécificités associatives : du droit associatif au projet, l'évaluation, les ressources humaines, la gestion financière et matérielle, les droits des usagers...); c'est la partie visible de la cotisation en terme d'accès aux services techniques qui nécessite de plus en plus de compétences et de réactivité.
- sectorielles - intersectorielles et politiques (animation et représentation) pour une prise en compte plus forte de la démarche associative et des populations accompagnées. Il s'agit ici de tout le travail de réseau et des activités de représentation aux niveaux national, interrégional et régional avec l'organisation des relais au niveau des départements.

L'évolution des besoins et des attentes des adhérents est très liée aux changements profonds qui s'opèrent en matière de vie associative. En effet, les réformes de fond engagées dans les secteurs d'activité et au sein de la protection sociale et de la solidarité le tout sur un fond d'organisation territoriale accru oblige à une prospection permanente des associations.

Bon nombre de directeurs partent à la retraite, les administrateurs ont beaucoup de difficultés à trouver des successeurs.

Les profils changent, les directeurs de demain seront sans doute encore plus gestionnaires alors que les administrateurs seront motivés par un investissement sur des missions partagées et un temps consacré à l'association plus limité. L'administrateur dirigeant bénévole à temps complet est en « voie de disparition ».

Cela suppose pour nous, de s'adapter aux exigences de ces nouveaux profils en construisant et développant les outils nécessaires à cette nouvelle forme de gouvernance associative qui en découle.

Cette situation est sans doute aussi une chance de pouvoir retrouver un nouveau dynamisme associatif au sens du mouvement et non pas de la seule gestion des établissements et services.

**Pour les interventions techniques**, il s'agit de développer les réponses rapides, précises et directement utilisables par les dirigeants associatifs bénévoles et salariés.

Les associations doivent être en situation de gestion de plus en plus performante avec une exigence de qualité croissante.

Cette situation qu'il est nécessaire d'accompagner suppose aussi de travailler sur des outils pratiques que nous devons continuer de développer.

Les guides pratiques du réseau Uniopss-Uriopss et les cahiers techniques sont des outils qui répondent à cette exigence là et proviennent d'une compétence partagée au sein du réseau.

Le guide pratique Uniopss de l'employeur associatif sanitaire et social, « dernier né » en 2005, est un exemple de cette capacité de mutualisation des compétences au service du réseau.

Le développement d'une forme de travail que nous appelons « actions collectives » est aussi indispensable : ce type d'actions pour lesquelles nous recherchons des financements soit privés soit publics, permet d'engager avec quelques adhérents un travail de fond sur un thème, de capitaliser un savoir faire et de le restituer à l'ensemble.

En 2004 l'action « Prévention des risques de maltraitance » a bénéficié d'un excellent retour avec une production du carnet de route très demandé aujourd'hui et au-delà de Rhône-Alpes.

Pour 2005 nous avons prévu 5 actions (poursuite de l'action maltraitance, les risques professionnels, accueil de jour Alzheimer, démarche compétence et évaluation interne)

Toutes ne seront pas réalisées cette année mais pourront l'être l'année suivante.

L'important est de construire des projets qui correspondent aux besoins et qui pourront être engagés dès obtention de financements.

**Pour l'animation politique**, il s'agit d'être présents à tous les niveaux de représentation qui permettent de défendre l'action des associations sanitaires et sociales et les personnes qu'elles accompagnent. C'est un rôle de représentation collective qu'il nous faut rendre plus lisible tant auprès de nos adhérents qu'auprès des autorités publiques et des partenaires.

Ce sera dans notre capacité à organiser une représentation efficace en lien et/ou avec les représentants régionaux des fédérations adhérentes à l'Uniopss, que nous pourrons réellement faire poids et contribuer à construire de nouvelles politiques publiques plus efficaces.

Ce rôle de représentation et de pont d'une part, entre les associations et, d'autre part entre les associations et les pouvoirs publics, nécessite une compétence sectorielle valorisée par notre connaissance intersectorielle.

La transformation générale des associations se retrouve dans tous les secteurs, comme les principes de la non lucrativité que nous défendons sur les territoires et qui sont mises à mal par les logiques d'appels d'offres lorsqu'elles sont appliquées au-delà des obligations réglementaires.

Les alertes que nous sommes amenés à activer régulièrement, si elles dérangent souvent, sont indispensables, car garantes d'une forme de responsabilité partagée en matière d'action sanitaire et sociale.

C'est donc dans ce contexte très évolutif que l'Uriopss s'engage à adapter ses formes d'interventions et ses outils pratiques au service des adhérents.

**La Directrice**

**Laure Chareyre**